

Lyon, le 31/07/2026 — Depuis plusieurs années, la CFE-CGC de Syensqo, comme de nombreux représentants des salariés de l'industrie chimique, alerte sur la dégradation continue de l'outil industriel en France et en Europe. A l'aube d'une fermeture des sites français de Belle-Etoile et Valence (anciennement Solvay/Syensqo) et d'une nouvelle cession des activités chimie de Syensqo, les craintes resurgissent.

Les données publiées le 22 juin 2026 par le **Cefic** confirment ce que les salariés vivent sur le terrain : la production chimique européenne continue de reculer, les usines ne fonctionnent qu'à 74 % de leurs capacités et, depuis 2022, près de 9 % des capacités européennes ont été annoncées en fermeture, menaçant 20 000 emplois directs. Derrière ces chiffres se cache une réalité que nous connaissons bien : des investissements reportés, des sites qui vieillissent, des unités mises sous cocon, des emplois supprimés et des compétences qui disparaissent. Chaque fermeture affaiblit un peu plus toute la filière chimique européenne : fournisseurs, sous-traitants, PME, recherche et territoires.

La CFE-CGC de Syensqo salue la prise de conscience engagée par la Commission européenne avec son plan d'action du 8 juillet 2025 et la création de la **Critical Chemicals Alliance**. Son objectif doit être clair : permettre aux sites stratégiques européens de choisir l'investissement et la modernisation plutôt que la fermeture.

Cette ambition se heurte aujourd'hui à une autre réalité. Les grands cabinets internationaux de conseil recommandent aux groupes chimiques de simplifier leurs portefeuilles, de réallouer leurs capitaux, de réduire les capacités jugées insuffisamment rentables et, si nécessaire, de céder ou fermer les actifs les plus exposés. **Les États-Unis, le Moyen-Orient ou l'Inde deviennent les nouveaux pôles d'investissement, tandis que l'Europe est progressivement reléguée à quelques activités de spécialité, au prix d'une réduction continue de ses capacités industrielles.** Sans véritable politique industrielle européenne et sans engagement des industriels, cette logique organise méthodiquement **le recul industriel de l'Europe.**

Syensqo n'échappe pas à cette logique. Si la CFE-CGC salue l'investissement de **300 millions d'euros** réalisé à Tavaux, trop de sites européens restent privés des investissements indispensables à leur modernisation et à leur avenir. Lorsque le Directeur général de Syensqo, Mike Radossich, affirme être « **agnostique des affaires** », nous entendons qu'un site ne vaut que par sa rentabilité du moment. **Nous refusons cette vision.**

Pour la CFE-CGC de Syensqo, la responsabilité de l'entreprise ne se limite pas à ses résultats financiers. Elle est aussi sociale, territoriale et industrielle. On ne peut pas se développer pendant plus d'un siècle grâce aux salariés, aux centres de recherche, aux infrastructures et aux aides publiques, puis considérer ces mêmes sites et ces mêmes salariés comme de simples variables d'ajustement lorsque les marges faiblissent.

Pour la CFE-CGC de Syensqo, préserver l'industrie chimique européenne suppose d'agir simultanément sur plusieurs leviers :

- **Conditionner** les aides publiques et les mécanismes de soutien européens au maintien des activités industrielles, des capacités de recherche et des emplois qualifiés sur le territoire européen.
- **Accélérer** les investissements de modernisation et de décarbonation des sites industriels afin d'améliorer leur compétitivité tout en atteignant les objectifs environnementaux européens.
- **Développer** les compétences industrielles de demain grâce à des programmes ambitieux de formation, de reconversion et en s'appuyant sur les filières d'excellence et l'apprentissage.
- **Renforcer** le dialogue social stratégique en associant concrètement les représentants des salariés aux décisions structurantes pour l'avenir des sites, notamment par la généralisation des administrateurs salariés.

La CFE-CGC de Syensqo appelle à un véritable Pacte européen pour la chimie et les matériaux, associant industriels, salariés et pouvoirs publics, afin de faire de la réindustrialisation un projet commun créateur d'emplois, d'innovation et de souveraineté.

La CFE-CGC de Syensqo utilisera **tous les leviers pertinents** pour s'assurer que les aides publiques françaises et européennes reçues par Syensqo sont uniquement affectées au soutien durable des emplois et compétences en France et en Europe.

La CFE-CGC de Syensqo demande aux instances publiques françaises et européennes d'agir sans tarder pour préserver et développer la souveraineté industrielle et d'innovation et de tout faire pour bloquer les entreprises européennes qui agiraient à l'encontre de cet objectif

Contacts - CFE-CGC Syensqo :

Mathieu LEROY - Délégué Syndical Central - mathieu.leroy@syensqo.com

Franck BOUQUEREL - Délégué Syndical Central adjoint - franck.bouquerel@syensqo.com

Elian SARDET - Représentant Syndical au Comité Central France

Dominique DURR - Représentant Syndical au Comité Européen